

En principe c'est simple, c'est interdit depuis 2005

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Testing_\(r%C3%A9duction_des_risques\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Testing_(r%C3%A9duction_des_risques))

http://bdoc.ofdt.fr/doc_num.php?explnum_id=4936

L'analyse des produits sur site, permettant uniquement de prédire si la substance recherchée est présente ou non, sans permettre une identification des substances entrant dans la composition des comprimés (notamment réaction colorimétrique de type Marquis), n'est pas autorisée.

Toutefois la vente aux usagers des différents produits de testing n'est pas strictement interdite (du moins pour les fournisseurs autorisés en France). Donc, de fait, elle est « tolérée » quand elle est pratiquée par l'utilisateur. (mais évidemment à ses risques et périls. Il ne peut pas y avoir de garantie en cas d'erreur).

Quelques fournisseurs de tests

<http://www.narcocheck.com/fr/>

notamment

<http://www.narcocheck.com/en/identification-tests-for-drugs-of-abuse>

<https://www.amazon.co.uk/Identification-Substances-Narco-Check-Cocaine/dp/B01CP8JETC>

<https://www.eztest.com>

<http://testkitplus.com/>

<http://www.lloydspharmacy.com/en/selfcheck-multi-drug-test>

<https://www.amazon.com/Panel-Drug-Testing-Different-Drugs/dp/B017OEXX8>

Mais il existe aussi des détecteurs plus sophistiqués. Clairement sur ce point la science avance beaucoup plus vite que la société et permettrait d'aller vite et loin, si les politiques voulaient « vraiment » arrêter la vague d'OD !!!

<https://www.thermofisher.com/order/catalog/product/TRUNARC>

Pour certains produits, quand le test sur produit n'existe pas, il est théoriquement possible de tester avec des tests urinaires sur une petite quantité dissoute dans l'eau.

Mais il faut alors établir un protocole précis (en fonction des seuils de détection) et s'assurer que le test réagit à la molécule « mère » et pas à des métabolites.

C'est pourquoi la pratique des tests urinaires par les usagers demanderait une information et une formation. Dans l'idéal cette info-formation devrait être réalisée par une collaboration entre les fournisseurs, les pouvoirs publics et des associations d'utilisateurs, dont PA fait partie. De plus, sur le terrain de l'information le site de PA, avec 15 000 passages par jour est idéalement positionné !!

Pourquoi vouloir aller contre l'interdiction ?

En 2005

A l'époque (2005) l'interdiction voulait aller contre une pratique (notamment par Médecins du Monde) qui apparaissait aux critiques comme trop élémentaire. Notamment le test de Marquis pouvait éliminer la présence d'Ecstasy mais ne pouvait pas préciser de quel produit il s'agissait (amphétamines, RC?). Elle n'éliminait pas non plus, en cas de positivité, la présence de produits de coupe dangereux, associés à l'Ecstasy.

Pour les critiques cette pratique pouvait encourager la consommation de drogues et donner une fausse sécurité. D'où l'interdiction.

Ces critiques pouvaient être pertinentes, si elles permettaient la mise en place d'un système alternatif plus performant, au service de la RdR. Le problème c'est que rien de tel n'a été mis en place. Plusieurs systèmes d'analyse ont été mis en place, permettant une analyse précise de la composition des produits ou la présence du produit ou de produits de coupe dangereux dans les urines mais ils ne permettent qu'une constatation a posteriori (étant donné les délais d'analyse) et sont relativement peu accessibles.

Il est vrai que, depuis, des analyseurs portables sont disponibles (au moins sur le marché mondial) mais leur coût est assez élevé et ils demandent du personnel bien formé.

Enfin ce genre de critiques réduit l'utilisateur à un simple rôle de consommateur de services et de conseils, en lui déniaient tout contrôle « intelligent » sur sa propre consommation.

En 2016

Surtout, ce qui a changé depuis 2005, c'est la diversité des produits disponibles.

Alors qu'en 2004 si ce n'était pas de l'ecstasy c'était probablement un stimulant amphotaminique ou apparenté, en 2016 la gamme des produits utilisables est sans commune mesure, cathinones, stimulants, RC etc.. Chaque produit a non seulement une grande variété d'effets mais surtout une grande variété d'effets secondaires et de risques.

Enfin, plus récemment la substitution (ou l'association) à l'héroïne de dérivés du Fentanyl expose à un risque important d'OD et rend d'autant plus indispensable le dépistage de ces produits **avant toute consommation**.

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3550258/>

Alors, que proposer ??????????????

Il est évident que le maintien de l'interdiction généralisée du testing est une politique (délibérée?) **d'explosion des risques**. Elle traduit une période où, pour les « experts », le consommateur n'était qu'un producteur de risques et n'avait aucun rôle potentiel dans la réduction des risques.

Or, l'évolution de la RdR depuis 2005 a montré que les usagers étaient des acteurs incontournables de la RdR et étaient tout à fait efficaces quand on leur permettait de l'exercer (la RdR) sans leur glisser des peaux de banane sous les pieds.

On ne peut donc que proposer une politique de prévention et de précaution qui inclue le maximum de renseignements possibles avant la consommation, couplée à une pratique de RdR explicite et bien documentée. Toutefois, il est possible d'imaginer quelques règles =

- commencer par des expérimentations encadrées et sécurisées permettant une généralisation progressive
- agir de façon cohérente en complétant le testing sur lieu de consommation par des tests a posteriori de confirmation (chromatographie), des protocoles bien définis et surtout la participation et le retour d'expérience des usagers.
- définir précisément les conditions d'utilisation et de validité des différents tests et en faire la publicité auprès des usagers.
- bien entendu essayer, dans la mesure du possible, de permettre à l'utilisateur un choix rationnel sur ses pratiques, basé sur une information scientifique.

Sur tous ces points, PA a certainement un rôle positif à jouer !!! Notamment sur le point numéro 2 (définir précisément les conditions d'utilisation et de validité des différents tests et en faire la publicité auprès des usagers.)

